

HUIT MILLIARDS D'HUMAINS

ET APRÈS ?

MÊME SI, À L'ÉCHELLE DE LA PLANÈTE, LA CROISSANCE DE LA POPULATION EST APPELÉE À SE POURSUIVRE PENDANT QUELQUES DÉCENNIES, **DE NOMBREUSES PROJECTIONS ANNONCENT, À TERME, UN DÉCLIN DE L'ESPÈCE HUMAINE.** LE POINT AVEC NOS EXPERT-ES.

Dossier réalisé par Anton Vos et Vincent Monnet





A lors qu'en Afrique, les grands moyens sont déployés pour limiter les naissances, la Chine appelle aujourd'hui ses concitoyens à faire davantage d'enfants, tandis que le monde occidental se prépare à faire face aux nombreux défis que soulève le vieillissement de sa population. En dépit des difficultés que suppose toute projection à long terme, les démographes s'efforcent de réunir un maximum de données sur les différents futurs possibles en vue d'anticiper ce qui peut l'être. Explications avec Philippe Wanner, professeur à l'Institut de démographie et socioéconomie (Faculté des sciences de la société).

Campus: L'an dernier, la revue «The Lancet» a publié une étude annonçant un déclin de la population mondiale à partir de 2064 et une chute du nombre d'habitants de plus de 50% dans une vingtaine de

pays comme le Japon, l'Espagne, l'Italie, le Portugal ou la Thaïlande. Quel crédit accordez-vous à ces prévisions?

Philippe Wanner: Ce qui semble certain, c'est qu'à terme, on va arriver à une stabilisation de la population mondiale, avant d'entrer dans une phase de déclin. Maintenant, prévoir quand cela va se produire est une chose très difficile.

Pourquoi?

Les facteurs qui expliquent l'évolution d'une population sont la mortalité, la fécondité et les flux migratoires. Tous trois répondent à des modèles sociaux ou biologiques plutôt rigides: la migration s'effectue le plus souvent à la période de l'entrée aux âges adultes, la mortalité d'une population s'accroît exponentiellement avec l'âge, la fécondité concerne une tranche limitée de la vie d'une femme. En apparence, il semble donc plus facile de prévoir l'évolution d'une population que, par exemple, celle de la conjoncture économique, les tendances environnementales, le développement d'une épidémie ou les conditions atmosphériques. Pourtant, force est de constater que tous les modèles démographiques élaborés jusqu'ici se sont avérés incorrects. Ainsi, en 1924, alors que les grandes questions démographiques contemporaines émergeaient progressivement, Raymond Pearl, un

démographe américain, estimait à 1,9 milliard le nombre d'individus qui vivraient en 2000. Deux décennies plus tard, un autre expert, Frank Notestein, travaillant pour le compte de la Société des Nations, chiffrait à 3,3 milliards cet effectif. Il a fallu attendre 1985 pour établir un pronostic «correct» (moins de 1% d'erreur) de l'état de la population en l'an 2000, soit 6 milliards. Et encore, ce «succès» est en partie dû aux ravages de l'épidémie de sida qui ont contrebalancé la croissance démographique des années 1990 et que personne n'avait anticipée.

Vous évoquez un inévitable déclin de la population humaine. Est-ce qu'il pourrait aller jusqu'à la disparition de l'espèce?

Si l'ensemble de la planète se rapproche du taux de fécondité qui est actuellement celui des pays occidentaux, cela ne suffira pas à renouveler la population qui, à par-

tir de là, va se mettre à décroître très rapidement. Mais on ne sait pas à quel moment on y arrivera ni à quel rythme et on sait encore moins quelle sera la réponse de l'humanité. Est-ce qu'on va tout simplement disparaître naturellement ou est-ce qu'il y aura des adaptations, un retour à des valeurs plus traditionnelles qui vont changer nos comportements?

Quel est votre point de vue sur la question?

La réponse est difficile à formuler. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, on avait déjà l'impression qu'il y aurait de moins en moins d'enfants et puis on s'est

retrouvé face à un baby-boom que personne n'avait vu venir. Tout cela parce que le comportement humain reste hautement imprévisible. Nul ne sait donc aujourd'hui quelle sera l'attitude des femmes qui vont naître au cours des prochaines décennies en matière de fécondité.

Est-ce à dire que les démographes sont condamnés à l'approximation?

Malgré leur simplicité apparente, la mortalité, la fécondité ou les flux migratoires sont des phénomènes qui sont difficiles à percevoir et à quantifier précisément, surtout



Philippe Wanner

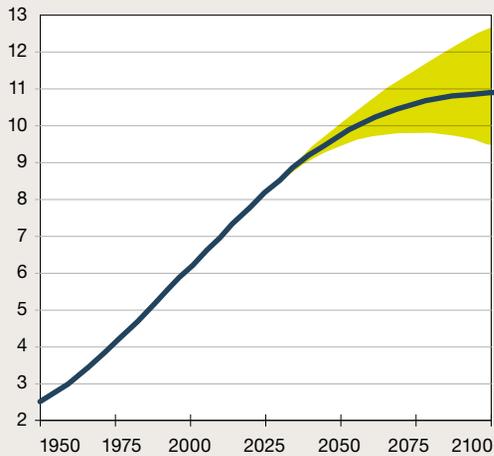
Professeur à l'Institut de démographie et socioéconomie de la Faculté des sciences de la société.

Formation: Après avoir obtenu une licence en économie politique à l'Université de Lausanne en 1989, il décroche un doctorat en démographie à l'Université de Louvain-la-Neuve en 1998.

Parcours: Après avoir exercé au sein de la Division de la population des Nations Unies à New York et au Forum suisse pour l'étude des migrations à Neuchâtel, il est nommé en 2005 professeur de démographie à l'Université de Genève. Il est aussi membre de la Commission fédérale pour les questions familiales et vice-directeur du programme national NCCR On the Move portant sur la migration.

ÉVOLUTION DE LA POPULATION MONDIALE DE 1950 À 2100 (en milliards)

Intervalle de probabilité de 95 %



lorsqu'on se projette dans l'avenir et qu'on cherche à évaluer la situation de manière globale. Pour ce qui est de la mortalité, par exemple, nous sommes confrontés à une série d'incertitudes par rapport à certains contextes dans lesquels il existe une mortalité infantile qui est encore relativement importante, comme en Afrique. Et selon l'évolution de celle-ci, le dynamisme démographique sera très variable.

Qu'en est-il pour la fécondité ?

On a déjà de la peine à estimer quelle sera la fécondité des jeunes femmes qui arrivent aujourd'hui au début de leur vie reproductive. Alors on sait encore moins comment vont se comporter les enfants de ces jeunes femmes. On parvient plus ou moins à estimer l'évolution d'une population pour les dix à quinze années à venir. Au-delà, les projections sont incertaines car des lacunes persistent dans les connaissances dont on dispose en matière de fécondité dans des contextes comme celui de l'Afrique ou de la Chine. On en est donc réduit à se baser sur des hypothèses. Et la seule manière de vérifier leur pertinence, c'est d'attendre de voir ce qui se passe.

Si tous les modèles sont faux, à quoi bon s'évertuer à faire des prévisions ?

Connaître l'avenir et disposer à l'avance de données sur la population et sa structure, c'est avant tout s'octroyer les moyens de faire correctement face aux défis qui nous attendent. Devant les questions que suscitent la migration, le vieillissement de la population et ses conséquences sur la prévoyance vieillesse, ou la baisse de la fécondité, des données couvrant l'ensemble des futurs possibles sont indispensables.

Du point de vue d'un démographe, existe-t-il une situation idéale ?

Que la population soit en croissance ou en déclin n'est pas essentiel d'un point de vue démographique. Ce qui importe surtout c'est d'avoir une situation stable dans laquelle la pyramide des âges ne modifie pas sa forme. La Suisse, qui connaît une croissance modérée de sa population, avec une évolution régulière et harmonieuse de toutes les tranches de sa population, n'est pas loin de ce cas de figure. Lorsqu'il y a des accidents démographiques, il faut adapter rapidement les structures de la société, par exemple en ouvrant ou en fermant des écoles, et faire face à des phases avec des taux de chômage élevés parce qu'il y a des gens qui entrent sur le marché du travail alors que l'économie n'est pas prête.

Quelle est la situation de la démographie mondiale à l'heure où nous parlons ?

Au niveau global, la fécondité est dans une phase de diminution mais le phénomène est très lent, ce qui fait que la pyramide des âges conserve sa forme triangulaire. L'inertie propre à ce genre d'évolution est telle que le nombre de mères potentielles continue à augmenter régulièrement et que la croissance démographique est donc appelée à se poursuivre. À l'échelle des continents ou des régions, cependant, les inégalités sont très fortes.

C'est-à-dire ?

Certaines régions comme l'Amérique du Nord se trouvent dans une situation de relatif équilibre dans la mesure où elles parviennent à maintenir une fécondité assez élevée par le biais de l'immigration. L'Afrique, de son côté, conserve une forte natalité mais on va probablement assister malgré tout à un ralentissement de la croissance de la population. Il y a aujourd'hui sur ce continent un nombre d'enfants très élevé qui survivent beaucoup plus longtemps qu'il y a 50 ans. Mais une fois adultes, ils feront probablement moins d'enfants que leurs parents. Ce qui est difficile à estimer, c'est le temps que cela prendra : une, deux, trois générations ? À l'inverse, en Europe, on se trouve face à une majorité de pays en situation de déclin démographique, avec un vieillissement de la population qui va en s'accroissant. La situation est assez préoccupante en Ukraine, en Moldavie ou en Roumanie, notamment, où la décroissance économique liée à la baisse du nombre d'actifs partis chercher un meilleur travail ailleurs va de pair avec une population grandissante de grands-parents dont la situation se précarise de plus en plus.

C'est le même type de constat qui a poussé, en mai dernier, les autorités chinoises à relever à trois le nombre d'enfants autorisés par couple. Quels effets peut-on attendre d'une telle mesure ?

Si les Chinois se mettent effectivement à suivre les injonctions de leur gouvernement, il est certain que cela va relancer de manière assez importante la natalité mondiale. Je ne suis toutefois pas convaincu que les choses se passent ainsi. En 2016, la suppression de la politique de l'enfant unique n'a pas été suivie par un boom démographique. Il est peut-être encore trop tôt pour se faire une idée définitive sur l'effet de ces politiques mais si on regarde la société chinoise actuelle, on voit qu'elle est largement orientée vers la consommation et vers un mode de vie « à l'occidentale ». Dans un tel contexte, ce qui va décider les familles à faire davantage d'enfants ou pas, ce ne

« LORSQUE VOUS HABITEZ EN VILLE, QUE VOUS TRAVAILLEZ DANS UNE USINE OU UN BUREAU, LES ENFANTS DEVIENNENT UNE CHARGE »

sont pas les arguments du gouvernement mais le fait de pouvoir vivre décemment et de conserver la perspective de s'enrichir. Et on sait qu'en règle générale, plus les gens deviennent riches, moins ils ont d'enfants.

À vous entendre, le capitalisme serait bien plus efficace que les politiques antinatalistes pour freiner la croissance de la population...

Si on compare la situation de la Chine à celle de ses voisins depuis les années 1980, on constate que les pays de la région qui n'ont pas mis en place de politique coercitive mais qui se sont ouverts au modèle capitaliste ont connu une fécondité similaire. Quand vous vivez à la campagne et que vous êtes pauvre, les enfants peuvent en effet représenter une source de revenu. Par contre, lorsque vous habitez en ville, que vous travaillez dans une usine ou un bureau,

ils deviennent une charge. En d'autres termes, le fait de transiter par un modèle où le profit personnel est mis en avant conduit presque automatiquement à un changement dans le rôle parental et à une limitation de la fécondité. C'est ce qu'on a vu après la chute du mur de Berlin dans l'ancienne Europe de l'Est, parce que pour les nouvelles générations qui étaient en concurrence les unes avec les autres pour s'insérer dans le marché du travail, avoir une famille nombreuse constituait soudain un risque qui pouvait vous empêcher de réussir.

Une telle évolution ne risque-t-elle pas d'accentuer le clivage entre villes et campagnes, sachant que dans un pays comme la Suisse, par exemple, 85 % de la population vit déjà en milieu urbain ?

Du fait de leur structure économique et des opportunités qu'elles offrent, les grandes capitales ont en effet une forte attractivité, tandis que les campagnes ont tendance à se désertifier. Et cette dynamique est en train de s'accélérer sans qu'il existe de réelles échappatoires. Mais là encore il y a de fortes disparités. En Albanie, par exemple, il y a eu d'importants déplacements de population pendant l'époque communiste en vue de repeupler les campagnes. Mais sitôt que le régime est tombé, on a vu de très nombreux jeunes se rendre dans les grandes villes du pays que sont Tirana ou Durrës où il était possible de trouver du travail et des opportunités pour préparer une éventuelle migration internationale. Résultat : les régions rurales se sont considérablement paupérisées avec une productivité qui a chuté parce que les jeunes ne sont plus là. La tendance n'est donc pas très positive mais des alternatives sont possibles.

Lesquelles ?

Dans le cas de la Suisse, par exemple, la décentralisation permet aux cantons ruraux de jouer sur leurs atouts pour s'en sortir en développant des centres de compétences, en implémentant des industries, en soutenant certains secteurs économiques, en développant des infrastructures touristiques ou résidentielles. Dans ce type de contexte, beaucoup de gens réalisent que ne pas s'entasser dans des villes fait aussi un peu partie de la nature humaine et qu'on le fait souvent plus par nécessité que par choix. On assiste donc à une sorte de repeuplement des campagnes par ceux qu'on appelle les « néo-ruraux ».

Le développement d'outils technologiques qui facilitent les communications et rendent possible le télétravail contribue-t-il à renforcer cette tendance ?

En Suisse, on voit de plus en plus de migrants hautement qualifiés vivre à l'hôtel deux jours par semaine et rentrer en Roumanie ou en Slovaquie pour faire du télétravail le reste

AMAZON ORIGINAL

ONE CHILD NATION



THE TRUTH BEYOND THE PROPAGANDA.



"AN ESSENTIAL, OFTEN HARROWING EXPLORATION OF CHINA'S DECADES-LONG ONE-CHILD POLICY"

MANDHLA DARGIS, NEW YORK TIMES

de la semaine. De la même façon, de nombreux médecins polonais prennent aujourd'hui des vols low cost pour effectuer des gardes au Royaume-Uni le week-end. Ce mode de travail décentralisé, qui a été exacerbé par le covid mais qui existait déjà avant la pandémie, contribue à répartir la population de manière plus harmonieuse sur le territoire. Mais le revers de la médaille, c'est qu'il suppose une augmentation des déplacements. Ce qui, à son tour, n'est pas favorable à la sauvegarde de l'environnement.

À cet égard, quel est le poids de la question environnementale sur la démographie ?

Là encore, il est difficile de faire des estimations précises. De manière générale, l'augmentation du nombre de décès liés à des facteurs environnementaux aura probablement une influence sur la démographie à terme. La désertification et les catastrophes naturelles vont modifier la répartition des populations. Et selon les estimations actuelles, il pourrait y avoir 200 à 300 millions de réfugiés liés aux changements climatiques, ce qui va immanquablement générer des situations de surpopulation dans les régions d'accueil.

Que se passera-t-il alors ?

Si ces flux migratoires se déroulent dans un contexte économique relativement favorable, la population des centres urbains va évidemment connaître un pic de croissance mais on peut s'attendre à ce que les nouveaux arrivants s'adaptent vite à la vie citadine dans laquelle, une fois encore, une fécondité trop importante constitue un poids. Par contre si ces flux de réfugiés se trouvent marginalisés, qu'on les installe dans des bidonvilles, cela peut changer les choses parce que, dans ce type de contexte, l'enfant redevient utile.

Une diminution de la population mondiale est-elle souhaitable pour la préservation de la planète ?

Une situation de croissance telle qu'on l'a connue au cours de ces dernières décennies n'est à l'évidence pas une bonne nouvelle pour la planète. En ce sens, réduire le nombre d'humains serait sans doute un élément utile mais il ne faut pas perdre de vue que les problèmes environnementaux sont davantage liés aux comportements qu'au nombre d'individus qui peuplent la Terre.

Le vieillissement de la population, dont on parle beaucoup aujourd'hui, est-il un problème en soi ?



Le fait que l'on vive de plus en plus longtemps est plutôt positif. C'est même probablement un des progrès sociaux les plus importants du siècle dernier. Mais il faut que la société soit prête à faire face aux adaptations que cela implique. À l'heure actuelle, la plupart des pays occidentaux sont confrontés à une phase de vieillissement assez importante qui est liée aux générations du baby-boom. Le processus devrait ralentir ensuite et, si on exclut les hypothèses extrêmes d'une longévité qui se prolonge de façon continue, on va rester dans une société où, à partir de 80 ans, on s'approche de la fin de sa vie. Beaucoup de gens vont cependant arriver à cet âge-là en relativement bonne santé. Et cela pose toute une série de questions : quelle est la place des personnes âgées et des jeunes dans la société ? Que peut-on offrir aux aînés dans un système aux ressources limitées ? Comment gérer le déséquilibre démographique dû au fait qu'il y a de plus en plus de personnes âgées par rapport aux actifs ? Quel rôle faut-il donner aux personnes qui arrivent à la retraite à 65 ans et à qui il reste 22-23 ans à vivre en moyenne ?

En vieillissant, nos sociétés ne vont-elles pas également devenir de plus en plus dépendantes de la migration ?

De l'autre côté de la Méditerranée, on a effectivement une croissance démographique assez importante et des foules de jeunes sans emploi dont la venue permettrait d'équilibrer les pyramides des âges. Cela n'a d'ailleurs rien de nouveau. Un pays comme la Suisse, par exemple, se trouve depuis longtemps dans une situation de dépendance envers l'immigration pour maintenir la croissance de sa population. Non seulement parce que les étrangers qui



ISTOCK

arrivent chez nous contribuent à la population du pays mais aussi, et surtout, parce qu'ils font plus d'enfants que les citoyens helvétiques. Grâce à des simulations démographiques, on a d'ailleurs pu déterminer que si le pays avait fermé ses frontières en 1945, il compterait aujourd'hui entre 3,5 et 4 millions d'habitants. Et si la même chose s'était produite en 1980, nous serions environ 6,5 millions, au lieu des 8,6 millions actuels.

C'est une perspective qui ne déplairait pas à certains milieux politiques...

Il est vrai qu'à priori, une Suisse à 4,5 millions d'habitants, cela semble aussi avoir des côtés positifs. Il y aurait plus de place dans les trains. Mais en même temps, il ne faut pas oublier qu'il y aurait aussi moins de trains et qu'on aurait aussi moins de restaurants, parce que les restaurateurs ne trouveraient plus personne pour faire le service. Ce que je veux dire par là, c'est qu'on ne peut pas brandir des chiffres sans se poser de questions sur la structure de la population. Sans la migration, le pays serait aujourd'hui habité par 45 % de personnes âgées, ce qui nous aurait forcés à remettre en cause l'économie nationale dans son ensemble à moins d'accepter de travailler jusqu'à 75 ou 80 ans. Sur ce sujet, il est donc essentiel de prendre en compte tous les aspects du problème. À partir de là, on

« SI LA SUISSE AVAIT FERMÉ SES FRONTIÈRES EN 1945, LE PAYS COMPTERAIT AUJOURD'HUI ENTRE 3,5 ET 4 MILLIONS D'HABITANTS »

peut choisir différentes options. On peut avoir une vision rétrograde, limiter l'implantation d'entreprises, éventuellement délocaliser et rester plus ou moins entre nous. On peut aussi avoir une vision un peu plus basée sur la liberté de mouvement des populations. Mais dans tous les cas, il faut prendre en compte les implications de ces choix en matière de vivre-ensemble, de cohésion sociale, d'égalité des chances ou d'éthique. A-t-on le droit d'engager des infirmières et des infirmiers qui viennent d'Afrique où l'espérance de vie est parfois inférieure de vingt ans à la nôtre, sachant que ces personnes risquent ensuite de faire défaut dans leur pays d'origine, où le personnel soignant est souvent peu nombreux ?

Dans quelle mesure la pandémie que nous venons de traverser a-t-elle pesé sur la démographie et en particulier sur les personnes âgées, qui en sont les victimes majoritaires ?

Sur le moment, la pandémie a effectivement chamboulé la démographie suisse. J'ai calculé l'impact à court terme du covid sur l'espérance de vie au moment de la deuxième vague. Résultat : au mois de mars 2021, le canton du Tessin a perdu l'équivalent de six ans d'espérance de vie, ce qui est assez impressionnant.

Pendant, à l'échelle de la planète et à moyen terme, sur une population de 8 milliards, 4 millions de décès ne devraient pas avoir d'impact visible. Dans certains pays comme le Brésil, on aura peut-être une légère réduction du taux de vieillissement mais cela n'ira sans doute pas au-delà. Si l'épidémie avait concerné plutôt les jeunes, comme cela a été le cas avec le sida par exemple, elle aurait pu avoir une influence sur le comportement reproductif des populations. On pourrait également penser qu'en période de crise, on a tendance à faire moins d'enfants. Il y a d'ailleurs quelques indications, notamment en Italie, qui montrent que la fécondité a effectivement diminué. Mais la plupart des démographes estiment qu'il y aura des effets de rattrapage par la suite. Comme on l'a vu dans le cas de la grippe espagnole, une fois la situation économique et sanitaire redevenue normale, les gens se sont remis à faire des enfants.

VIEILLISSEMENT

« LA PROCHAINE RÉVISION DE L'AVS DEVRAIT INCLURE PLUS D'ÉQUITÉ »

L'ESPÉRANCE DE VIE EN BONNE SANTÉ ÉVOLUE DE MANIÈRE PLUS DÉFAVORABLE POUR LES PERSONNES MOINS ÉDUQUÉES QUE POUR LES AUTRES. SELON MICHEL ORIS, L'ASSURANCE-VIEILLESSE ET SURVIVANTS DEVRAIT TENIR COMPTE **DE CETTE INJUSTICE.**

Le déclin démographique et le vieillissement en Europe et en Suisse sont des phénomènes attendus par les démographes. Selon les projections de l'Organisation des Nations Unies, la population du continent passera entre 2020 et 2100 de 748 à 630 millions de personnes (-15% en 80 ans). Et la part des personnes de plus de 65 ans, qui correspond encore à l'âge légal de la retraite dans la plupart des pays européens, augmentera progressivement (elle se monte actuellement en Suisse à environ 20% et pourrait atteindre 30% en 2065, selon l'Office fédéral de la statistique). La charge de cette catégorie de la population pour la société (pensions à verser, financement de l'aide à domicile...) devrait donc, en toute logique, s'accroître pareillement. Cette perspective alimente des appels de plus en plus angoissés pour réformer les systèmes de retraite, notamment l'Assurance-vieillesse et survivants (AVS) dont la 11^e révision rencontre pourtant une forte résistance en Suisse depuis plus de vingt ans. Sans entrer dans le débat politique, Michel Oris, professeur à l'Institut de démographie et socioéconomie (Faculté des sciences de la société), avance quelques éléments de réflexion que sa discipline peut offrir à ce dossier sensible.

Espérance de vie Un paramètre majeur dans l'évaluation du problème de la retraite – bien qu'il ne soit pas le seul – est évidemment l'évolution de l'espérance de vie. «*En 1948, quand le peuple suisse accepte l'introduction de l'AVS dès l'âge de 65 ans, l'espérance de vie est alors justement de 65 ans, explique le démographe. L'âge de la retraite n'a pas changé depuis alors que les Suisses ont gagné entre deux et trois mois de vie supplémentaires par année pour atteindre 81,9 années pour les hommes et 85,6 pour les femmes en 2019. Cette croissance n'a été interrompue que par le Covid-19 [l'espérance de vie en Suisse a reculé en 2020]. Mais lorsque la pandémie sera passée, elle reprendra sans doute son cours bien que l'on ignore durant combien de temps encore.*

On note d'ailleurs un ralentissement progressif – indépendamment du Covid-19 – ces dernières années.»

Éternel sujet de débat et de conjectures, l'avenir de l'espérance de vie à la naissance dépend d'un grand nombre de facteurs et peu de démographes s'aventurent à prévoir sa valeur dans vingt, cinquante et encore moins cent ans. La longévité peut en effet pâtir de la multiplication des polluants dans l'environnement, des allergies, des pandémies ou des catastrophes imprévisibles ainsi que des canicules liées au réchauffement climatique. Les sociétés parviennent néanmoins, dans une certaine mesure, à s'adapter à ces difficultés. Grâce à la prévention, les deux canicules consécutives et brutales de 2019 ont ainsi fait 10 fois moins de morts auprès des personnes âgées que l'épisode traumatique de 2003. On a pensé un temps que l'épidémie

d'obésité allait faire chuter le taux de survie aux États-Unis. Ça n'a jamais été le cas, contrairement à la crise des opioïdes responsable de dizaines de milliers de morts par an et qui serait en grande partie à l'origine de la légère diminution de l'espérance de vie enregistrée depuis 2014 dans ce pays – mais pas ailleurs.

La limite à la survie est également dictée par la biologie car les organismes, à partir d'un certain âge, développent fatalement des maladies de dégénérescence. On

peut mener une vie entière sans boire ni fumer et mourir à 92 ans simplement parce qu'on a 92 ans et que le corps finit par craquer. Cette frontière pourrait toutefois être repoussée. La densité cellulaire des tissus est en grande partie déterminée durant les mois de gestation. Les gens nés durant les Trente Glorieuses (1945-1975), en pleine envolée économique, qui ont été bien soignés et choyés, vont ainsi arriver 80 ou 90 ans plus tard avec un capital biologique plus résistant que celui de leurs prédécesseurs.

Équité versus égalité «*L'augmentation de l'espérance de vie n'a pas la même saveur pour tout le monde, précise Michel*



Michel Oris

Professeur à l'Institut de démographie et socioéconomie (Faculté des sciences de la société)

Formation: Après une licence en histoire à l'Université de Liège puis un Certificat d'études supérieures en démographie historique à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris en 1985, il obtient son doctorat en histoire à l'Université de Liège en 1991.

Parcours: Nommé professeur à l'UNIGE en 2000, il dirige de nombreux programmes de recherche. Il occupe notamment le poste de codirecteur du Pôle de recherche national *LIVES* de 2011 à 2015. Il est nommé vice-recteur de l'UNIGE de 2015 à 2018.

Oris. Grâce à des études basées sur la *Swiss National Cohort* (*swissnationalcohort.ch*) et les recensements de la population suisse, nous avons pu constater que cette hausse était plus importante pour les personnes ayant un haut niveau d'éducation que pour celles ayant un bas niveau d'éducation. Pire, d'autres analyses plus récentes ont montré que les années d'espérance de vie en bonne santé continuent de croître pour les premières tandis qu'elles stagnent pour les secondes.»

Par conséquent, pour le chercheur genevois, une des pistes qu'il faudrait suivre dans une éventuelle réforme de l'AVS serait l'introduction de plus d'équité dans le système au détriment de l'égalité actuelle dans l'âge de prise de la retraite. En d'autres termes, s'il fallait se résigner à une augmentation de l'âge de la retraite pour toutes et tous, ce serait la solution la moins injuste à condition qu'elle soit modulée selon la dureté des métiers (et selon les sexes mais c'est un autre débat). On peut raisonnablement faire travailler plus longtemps des juristes, des architectes ou encore des journalistes, mais pas des maçons qui se sont cassé le dos trente ans durant sur des chantiers de construction.

«Le problème, c'est que le dernier recensement de la population suisse date de 2000 et que, depuis, on n'en fait plus, poursuit Michel Oris. À la place, l'Office fédéral de la statistique réalise des enquêtes annuelles. Elles sont certes menées sur des échantillons de grande taille mais elles n'ont pas la même valeur qu'une photographie complète de la population suisse dont nous disposons tous les dix ans. Cela complique la tâche des chercheurs mais aussi des politiques. Car pour élaborer une bonne politique sociale, il faut des statistiques plus complètes, incluant le niveau d'éducation des gens et, encore mieux, l'espérance de vie par métier. Des informations qui manquent désormais.»

Plus de vieux mais moins de jeunes Pour le chercheur genevois, le fait que la part des retraités dans la population augmente depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et continuera à le faire dans les décennies à venir ne signifie pas pour autant que la charge supplémentaire que cela entraîne soit forcément insoutenable pour la société. Si l'on remonte en 1900, la pyramide des âges est beaucoup plus triangulaire. Il n'y a alors presque pas de pensions à payer mais, en revanche, beaucoup d'enfants à scolariser. En 2021, le poids des personnes âgées a certes augmenté mais

IL FAUDRAIT CHAQUE ANNÉE UN NOMBRE DE NOUVEAUX MIGRANTS POLITIQUEMENT INSOUTENABLE POUR ESPÉRER CONSERVER UNE STRUCTURE DÉMOGRAPHIQUE INCHANGÉE

celui des jeunes a – toutes proportions gardées – davantage diminué dans le même laps de temps. Quand on évalue l'âge d'une société, le «vieillissement par le bas» (à savoir la diminution du taux de natalité) s'ajoute au «vieillissement par le haut» (l'allongement de l'espérance de vie). Mais dès lors que l'on observe le phénomène à travers la lunette des finances de l'État social dans son ensemble, le premier compense le second.

«En termes macroéconomiques, la situation n'a fait que s'améliorer entre 1900 et 2020, estime Michel Oris. Il ne faut pas oublier qu'en 1979, la moitié des personnes de plus de 65 ans vivait encore sous le seuil de pauvreté. C'était lié au fait que beaucoup des bénéficiaires de l'AVS étaient alors des femmes qui étaient restées au foyer et des hommes qui n'avaient pas pu cotiser durant quarante années complètes et n'avaient pas le droit à une pension pleine. Aujourd'hui, seul un pensionné sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, notamment des migrants qui n'ont pas pu cotiser complètement. Globalement, au cours de toutes ces années, la masse financière que les travailleurs en Suisse ont cotisée et ou accumulée via le deuxième pilier est très importante et elle a beaucoup rapporté. Beaucoup plus que quand il n'y avait pas de système de retraite.»

OK Boomers! À cela s'ajoute le fait que dans une dizaine d'années, les dernières volées du baby-boom (littéralement «explosion de bébés» désignant, en Suisse, ceux nés entre la Deuxième Guerre mondiale et 1964) partiront à la retraite. Ces générations créent une bosse très visible sur la pyramide des âges, gonflée au fil des ans par l'afflux de migrants. Et le passage de cette bosse au-dessus de la barre des 65 ans se traduit par autant de pensions de plus à payer. Mais en même temps, en libérant des places de travail, cette évolution devrait aussi, mécaniquement,

TROIS SCÉNARIOS POUR LA SUISSE

L'Office fédéral de la statistique (OFS) a publié en 2020 trois scénarios pour les années 2020-2050.

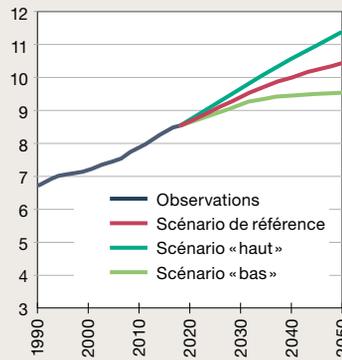
Selon le **scénario de référence**, qui correspond à la poursuite des tendances de ces dernières années, la population résidente permanente de la Suisse passe de 8,7 millions d'habitants en 2020 à 10,4 millions en 2050. Le nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus passe de 19 % à 28,1 % entre 2020 et 2050. Le rapport de dépendance des personnes âgées, c'est-à-dire le nombre de personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes de 20 à 64 ans, passe de 30,9 en 2020 à 46,5 en 2050.

Selon le scénario « haut », qui s'appuie sur des hypothèses favorables à la croissance démographique, la Suisse comptera 11,4 millions de résidents permanents en 2050. Le nombre de personnes en âge d'être à la retraite (65 ans ou plus) augmente de 1,65 à 2,83 millions (+72 %) et leur pourcentage dans la population passe de 18,9 % à 24,9 %. Le rapport de dépendance des personnes âgées passe à 45,6 en 2050.

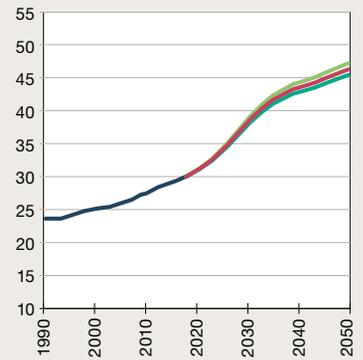
La **projection basse** repose sur des hypothèses moins favorables à la croissance démographique. Elle prévoit une population de 9,5 millions d'individus en 2050. Le nombre de 65 ans ou plus croît

à 2,5 millions de personnes, représentant 26,4 % de la population. Le rapport de dépendance des personnes âgées passe à 47,5.

ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE 1990 À 2050
(en millions)

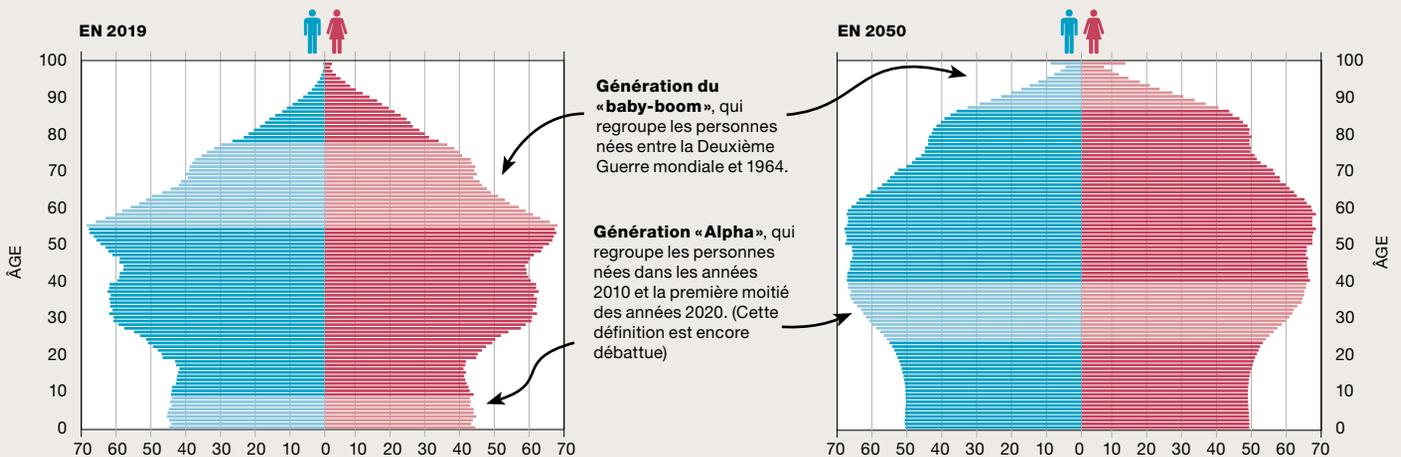


RAPPORT DE DÉPENDANCE
(nombre de personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes de 20 à 65 ans)



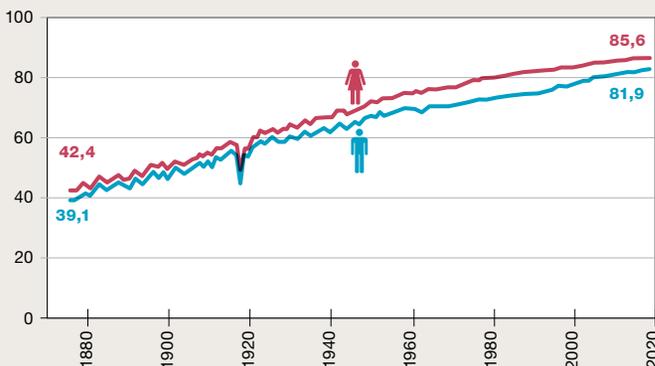
PYRAMIDES DES ÂGES EN SUISSE

(nombre de personnes en milliers)



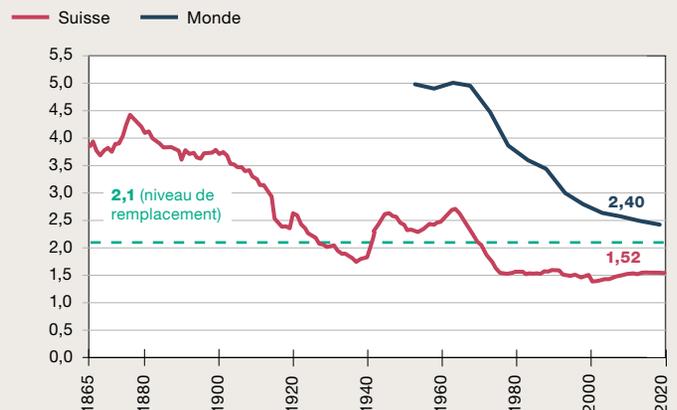
ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE EN SUISSE

(en années)



FÉCONDITÉ EN SUISSE

(nombre d'enfants par femme)





LE JAPON AFFRONTE SEUL SON VIEILLISSEMENT

Le Japon est un des rares pays dont la population a déjà commencé son déclin (le record étant probablement tenu par la Moldavie qui a perdu 30 % de population depuis 2005). Elle a atteint son pic en 2008 avec 128,1 millions d'habitants et en a perdu 2,4 millions depuis. « Le Japon est un pays singulier, explique Michel Oris, professeur à l'Institut de démographie et socioéconomie (Faculté des sciences de la société) et responsable d'un cours de démographie économique et sociale donné aux étudiants de maîtrise en études asiatiques (Master-Asie). Il conserve une tradition confucéenne de respect

des anciens qui veut notamment que le fils et la belle fille accueillent et accompagnent le parent vieillissant. Mais, à en croire les recensements, ce genre de ménage multigénérationnel diminue de plus en plus. Par ailleurs, le Japon a construit un récit mythique de son identité selon lequel un étranger ne peut pas devenir Japonais. Résultat, le Japon a beau être riche et développé, il compte très peu d'immigrés. Seulement 2 % de la population est étrangère, soit 12 fois moins qu'en Suisse. » Le pays affronte donc son vieillissement tout seul sans recourir à la main-d'œuvre étrangère souvent clandestine,

typiquement philippine ou vietnamienne, qui assure les tâches de care (un terme qui désigne la prise en charge ou les soins apportés aux personnes dépendantes). L'État social n'étant pas aussi développé qu'en Europe occidentale, on observe une montée de la pauvreté, en particulier chez les aînés. Depuis les années 2000-2010, par exemple, des villages de tentes abritant des sans-abri poussent dans les parcs ou sur les berges des rivières. Certaines personnes âgées retournent au travail, deviennent serveurs au restaurant ou gardiens de parking. Des vieux Japonais volent ouvertement à l'étalage pour se faire arrêter et

aller en prison où ils bénéficient au moins d'un toit et de nourriture. Ces phénomènes sont encore marginaux mais ils attirent l'attention des chercheurs non seulement au Japon mais aussi à l'étranger. La solution, du point de vue japonais, se trouve dans le développement de la robotique et de la domotique. Il s'agit de robots conçus pour assurer des tâches auxiliaires mais parfois aussi de compagnie ainsi que des dispositifs adaptés aux personnes âgées (télécommandes avec de plus grosses touches, par exemple) ou des systèmes d'alerte qui se déclenchent en cas de chute ou d'urgence.

AUXILIAIRES DE VIE

En parallèle au vieillissement de la population se développe le secteur économique des auxiliaires de vie et, plus généralement, du système du *care*. Ce travail, mal payé, qui consiste à prendre soin d'une personne dépendante, est essentiellement assuré par des femmes issues de l'immigration.

Au Japon, la main-d'œuvre étrangère est quasi inexistante. Les aînés ne peuvent pas compter sur elle (*lire encadré ci-dessous*).

En Suisse, c'est au Tessin que cette pratique est la plus fréquente. On trouve dans ce canton, sur le modèle italien, ce qu'on appelle les *badanti* (auxiliaires de vie) qui sont typiquement des femmes roumaines ou bulgares qui vivent avec la personne âgée. Elles sont clandestines – ce n'est d'ailleurs un secret pour personne. Si les aîné-es devaient faire appel à une main-d'œuvre officielle et reconnue, ce serait trop onéreux pour beaucoup d'entre eux et d'entre elles.

réduire sensiblement le chômage. À moins que l'économie n'ait d'ici là besoin de beaucoup moins d'emplois.

Et puis les baby-boomers ne sont pas éternels. L'espérance de vie à 65 ans se situe actuellement entre 18 et 20 ans. Leur passage par la case retraite sera donc, relativement, de courte durée. Ils seront progressivement remplacés au sommet de la pyramide des âges par les générations suivantes, celles dites du *baby-bust* (fort déclin de la fécondité qui a suivi le *baby-boom*), moins nombreuses. Par conséquent, le vieillissement « par le haut » devrait alors sérieusement reculer. Et ensuite ? « *Les projections démographiques, ce n'est pas deviner le futur, c'est prolonger les tendances actuelles*, souligne Michel Oris. *C'est un calcul compliqué qui dépend à la fois du nombre d'enfants et de la partie de la population qui est en âge d'en avoir. C'est pour cela que nous sommes obligés de nous baser sur des modèles assez complexes. Mais nos projections ne sont, somme toute, que des prolongations des tendances actuelles et à la condition que tout continue comme maintenant.*»

Quoi qu'il en soit, sauf imprévu de taille, les dés du futur démographique de la Suisse sont jetés. Cela fait bientôt quarante ans que le taux de fécondité se situe aux environs de 1,5 enfant par femme alors que le seuil de renouvellement est à 2,1. Jusqu'à présent, l'apport de l'immigration permet à la population suisse de continuer à augmenter. Mais les migrants vieillissent aussi. Il faudrait chaque année un nombre de nouveaux migrants politiquement insoutenable pour espérer conserver une structure démographique inchangée. La Suisse est donc vouée au vieillissement et, en fin de compte, au déclin.

« *Décliner en nombre, c'aurait été un grand drame pour les nationalistes du XIX^e siècle*, note Michel Oris. *Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La taille de la population n'a plus l'importance géostratégique qu'elle avait dans le passé, quand il fallait des millions de soldats pour gagner une guerre. Transformée*

LES « BABY-BOOMERS » SERONT PROGRESSIVEMENT REMPLACÉS AU SOMMET DE LA PYRAMIDE DES ÂGES PAR LES GÉNÉRATIONS SUIVANTES, MOINS NOMBREUSES

par la numérisation et la robotisation, l'économie a besoin de moins de main-d'œuvre pour un taux de croissance équivalent. De plus, le déclin démographique aura lieu dans les pays les plus pollueurs par habitant, ce qui, du point de vue de la facture écologique et environnementale, est plutôt une bonne nouvelle. Le défi consiste donc surtout à assurer le même bien-être à l'ensemble de la population. En d'autres termes, à relever le défi du vieillissement dans les meilleures conditions de santé possible.»

Dans les années 1980, le biostatisticien étatsunien James Fries a proposé une hypothèse connue sous le nom de « compression de la morbidité », reliée à la « rectangularisation » de la courbe de survie de la population. Il s'agit d'une courbe idéale qui traduit une réduction au minimum de la mortalité infantile, une survie du plus grand nombre jusqu'à un âge avancé, puis une survenue dans un temps assez bref de la morbidité, rapidement suivie du décès. « *Plusieurs courbes limites ont été modélisées, basées sur des données démographiques remises à jour*, conclut Michel Oris. *Le plus frappant, c'est qu'à chaque fois, la réalité, notamment en Suisse, a dépassé la théorie. Les progrès ont été au-delà des espérances.»*



À l'occasion de son 100^e anniversaire, en 1940, Marie Louise Pitiot, habitante du Locle, avait reçu un fauteuil avec inscription offert par le canton de Neuchâtel.

CENTENAIRES

«SWISS 100» PERCE LES SECRETS DU GRAND ÂGE

LANCÉE DÉBUT 2020, LA PREMIÈRE ÉTUDE SUISSE CONSACRÉE INTÉGRALEMENT AUX CENTENAIRES S'APPUIE SUR DE NOMBREUSES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES POUR DRESSER UN PORTRAIT AUSSI FIN QUE POSSIBLE DES PERSONNES NÉES AVANT LE 31 DÉCEMBRE 1921.



François Herrmann

Professeur ordinaire au Département de réadaptation et gériatrie (Faculté de médecine)

Formation : Après un diplôme de médecine (1985), puis un doctorat (1987) à l'Université de Genève, il obtient une maîtrise en santé publique (MPH) à la Harvard Medical School (États-Unis).

Parcours : Médecin adjoint agrégé au Département de médecine interne, réhabilitation et gériatrie des HUG, François Herrmann est nommé privat-docent de la Faculté de médecine en 2002, puis chargé de cours en 2006.

En 1900, la Suisse comptait un seul centenaire. Ils étaient 12 en 1950, 787 en l'an 2000 et on en dénombrait 1813 début 2021. À la hausse, avec un doublement tous les dix ans, la tendance ne semble pas près de s'infléchir, puisque selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), une fille sur quatre et un garçon sur six nés aujourd'hui pourraient vivre plus d'un siècle. Première étude du genre menée en Suisse, «Swiss 100» vise à percer les secrets de cet accroissement de la longévité dont on ne sait encore pas grand-chose sur le plan scientifique.

Piloté par la professeure Daniela Jopp, de l'Université de Lausanne, le projet ambitionne d'identifier les caractéristiques, les défis et les besoins spécifiques des centenaires que compte notre pays. Résolument interdisciplinaire, l'étude, lancée début 2020, combine sociologie, psychiatrie, psychologie, médecine et biologie afin de décrire la population des centenaires en Suisse de manière aussi complète que possible. Le volet biologique et le traitement statistique des données seront réalisés à Genève respectivement par Karl-Heinz Krause et François Herrmann, tous deux professeurs à la Faculté de médecine.

«Notre objectif était d'aller à la rencontre de 240 centenaires répartis dans les cantons de Vaud, du Tessin et de Zurich et de les suivre tous les trois mois par téléphone et tous les six mois en présentiel sur une période de quatre ans, explique François Herrmann. Mais avec les restrictions et la fermeture des EMS

dictées par la pandémie, cela n'a pas été possible jusqu'ici. Pour ne pas perdre trop de temps, il a fallu que nous nous adaptions aux circonstances.»

Contre mauvaise fortune bon cœur, une étude préliminaire portant sur un échantillon aléatoire couvrant les 26 cantons et comportant un volet sur le Covid-19 (*lire en page 33*) a donc été planifiée dans l'urgence. À ce jour, une cinquantaine d'entretiens ont d'ores et déjà été réali-

sés grâce à une méthodologie bien huilée.

Sachant que la population des centenaires est extrêmement volatile, puisqu'elle affiche un taux de mortalité avoisinant les 50%, que 30 à 50% d'entre eux sont victimes de démence et que les problèmes d'audition et d'élocution s'accroissent avec l'âge, les chercheurs ont multiplié les précautions.

Pour éviter que la population concernée par l'étude ne diminue trop, la base de données sera régulièrement mise à jour. L'échantillon retenu sera ainsi réévalué tous les trois mois sur la base des données fournies par l'OFS afin de remplacer les personnes décédées par de nouveaux entrants pour lesquels l'étude sera reprise au niveau initial.

Afin de repérer d'emblée les personnes souffrant de troubles cognitifs qui pourraient entraver le bon déroulement de l'enquête, l'équipe procédera à un rapide test de mémoire au début de l'entretien, que celui-ci se fasse par téléphone ou en visuel.

UNE FILLE SUR QUATRE ET UN GARÇON SUR SIX NÉS AUJOURD'HUI POURRAIENT VIVRE PLUS D'UN SIÈCLE

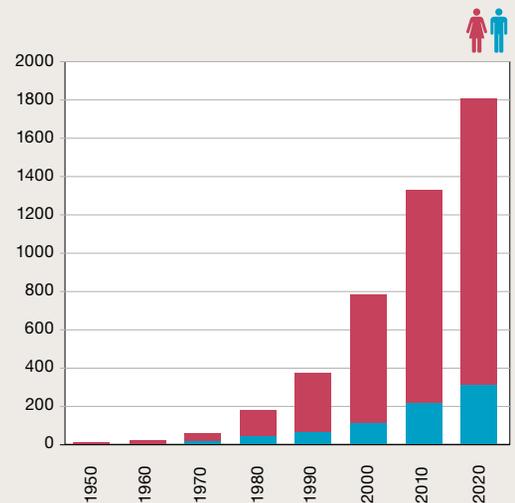
« Il s'agit d'une précaution indispensable parce que l'on sait très bien que dans ce type d'étude, il y a une proportion non négligeable d'individus qui, grâce à une forme de vernis social, peuvent donner l'illusion qu'ils comprennent les questions qu'on leur pose et qu'ils y répondent correctement alors que dans les faits, ce n'est pas le cas, précise François Herrmann. Cela étant, on sait également qu'avec l'avance de la démence, ce sont d'abord les faits récents qui sont oubliés alors que les éléments plus anciens sont conservés très longtemps. Donc si la maladie n'est pas trop avancée, cela ne pose pas de réel problème pour tout ce qui touche aux informations biographiques, à l'enfance ou à la fratrie, par exemple. »

Adresses désuètes Pour celles et ceux dont l'audition est précaire, deux solutions ont été prévues. La première consiste à remplacer l'entretien téléphonique par un questionnaire sur papier. La deuxième repose sur l'utilisation d'un appareil permettant d'amplifier les sons. Les chercheurs ont également prévu de faire appel à des proches (membres de la famille, personnel soignant, ami-es) pour compléter et/ou recouper les dires des participant-es. Reste qu'il n'est pas toujours évident de mettre la main sur lesdits centenaires. Après analyse, il s'est en effet avéré

que près d'un tiers des adresses tessinoises fournies par l'administration fédérale n'étaient pas correctes. « Certaines personnes sont censées vivre à domicile, précise François Herrmann, mais dans les faits, elles sont logées chez un membre de la famille ou en EMS. Il faut donc tout vérifier scrupuleusement et parfois aller sur place, poser des questions pour retrouver la personne concernée. »

Les premiers résultats obtenus ont permis aux chercheurs de dresser une sorte de portrait-robot du centenaire helvétique. Celui-ci ou plutôt celle-ci est une femme dans

NOMBRE DE CENTENAIRES SUISSES SELON LE SEXE



« LE COVID, C'EST JUSTE UNE PETITE CHANSON »

Comment les centenaires suisses ont-ils vécu et fait face à la pandémie de Covid-19? La question a été posée aux principaux intéressés dans le cadre de l'étude « Swiss 100 » (lire ci-dessus). « On parle souvent de résilience à propos de cette catégorie de la population, explique François Herrmann, professeur au Département de réadaptation et gériatrie de la Faculté de médecine. Nous allons donc essayer de savoir si elle s'est montrée plus résistante à la pandémie que le reste de la population. Les personnes âgées

meurent certes plus facilement du covid que les autres, mais est-ce aussi le cas pour les centenaires ? » Pour le savoir, il suffira aux chercheurs de comparer la mortalité mesurée au cours de l'année 2020 à celle des dix années précédentes afin de déceler la présence d'un éventuel pic. Dans l'intervalle, les données dont ils disposent permettent de distinguer deux cas de figure principaux. Les personnes qui étaient déjà limitées avant la pandémie, qui vivaient pour l'essentiel en EMS et qui avaient peu de contacts sociaux ont certes

mal vécu la quarantaine, mais dans l'ensemble le covid n'a pas fondamentalement changé leur vie quotidienne et tous ne se sont pas rendu compte de ce qu'il se passait. Les centenaires plus actifs disent en revanche avoir souffert des restrictions qui les ont privés de leurs activités usuelles, ont réduit leurs interactions sociales et ont compliqué l'accès aux procédures de réhabilitation comme la physiothérapie, par exemple. Comme l'ont constaté certains proches, leur état physique s'est d'ailleurs parfois péjoré de manière

accélérée durant cette période. Ce n'est pas pour autant qu'ils se sentent particulièrement vulnérables face à l'émergence de ce nouveau virus. Ils se montrent certes prudents, respectent les gestes barrières et limitent volontairement leurs contacts mais s'ils sont inquiets, c'est plus souvent pour les autres que pour leur propre existence. « À mon âge, on n'a plus peur de rien », expliquent certains, tandis que pour d'autres « le covid, c'est comme une petite chanson. Il est là pour le moment mais il finira par passer... »

80% des cas, 57% d'entre eux ou elles vivent à domicile. Globalement, ils et elles se considèrent comme en bonne santé et ne se sentent pas particulièrement vulnérables. Un tiers est au bénéfice d'une éducation supérieure, un tiers a suivi uniquement l'école obligatoire et environ 40% se sont formés via un apprentissage.

« C'est un critère qui a son importance dans la mesure où il a été démontré qu'une plus longue durée d'instruction retarde la survenue d'une démence, complète le chercheur. L'hypothèse, c'est que les personnes qui ont un niveau d'éducation plus élevé arrivent plus facilement à mettre en place des mécanismes de compensation lors des déficits cognitifs initiaux. Ensuite, en revanche, les choses se dégradent en général plus rapidement parce que tous les mécanismes compensatoires ont été épuisés. »

Pour affiner cette première esquisse, les aînés qui accepteront de se plier au jeu (soit près de 60% des personnes contactées jusqu'ici) se verront proposer un rendez-vous en face-à-face d'une durée de trois à quatre heures. Celui-ci permettra de compléter la biographie des participant-es, de dresser leur profil sociologique, d'évaluer leur état psychologique et physique ainsi que leur rapport au bien-être.

« Pour mesurer le degré de fragilité de nos participant-es, qui peut se traduire par un sentiment de fatigue générale, par des difficultés à se déplacer ou à porter des objets lourds, nous allons procéder à une mesure de la poigne, qui est un très bon indicateur de la résistance physique, détaille François Herrmann. Nous souhaitons par ailleurs installer un actimètre sur les personnes qui nous donneront leur accord afin de quantifier le nombre de pas qu'ils font effectivement chaque jour. Un logiciel nous permettra également d'analyser le nombre et la variété des mots utilisés lors de l'entretien. »

Tests psychométriques Pour les besoins de l'étude, une start-up a également développé une application permettant de réaliser des tests psychométriques directement sur une tablette numérique et les chercheurs disposent d'appareils capables d'enregistrer les sons environnants et d'identifier le nombre de personnes en présence de manière automatique.

Quelques millilitres de sang et de salive seront également prélevés sur chaque participant-es dans le cadre du volet biologique de l'enquête. *« Tout le monde ne vieillit pas de la même façon, éclaire François Herrmann. Alors que certaines sont fragilisées, développent des déficiences sensorielles et peuvent souffrir de maladies chroniques, d'autres restent très actifs ou actives avec des sens fins et ne présentent pas de maladies handicapantes. La question qui se pose est donc de savoir*

si les centenaires bénéficient d'un profil biologique propre leur permettant d'être particulièrement résilients aux atteintes de l'existence. »

Pour en avoir le cœur net, les scientifiques vont, dans un premier temps, comparer le bagage moléculaire des participant-es avec celui de groupes témoins composés d'individus sains et plus jeunes (âge moyen de 45 ans), d'une part, et de patient-es gériatriques (âge moyen de 85 ans), d'autre part.

PLUS DE 80 % DES CENTENAIRES SUISSES SONT DES FEMMES ET 57 % D'ENTRE EUX OU ELLES VIVENT À DOMICILE

Dans un deuxième temps, Karl-Heinz Krause et ses collègues chercheront à identifier les différentes fonctions biologiques impliquées dans le processus de vieillissement en analysant notamment le niveau d'expression des gènes et protéines associés à l'inflammation, au métabolisme, à la réponse immunitaire ou du stress oxydatif.

« L'hétérogénéité du processus de vieillissement et les processus biologiques qui favorisent une vie longue et saine chez l'homme sont encore mal compris, résume François Herrmann. Il est certain que l'hérédité joue un rôle et que vous avez plus de chances de devenir centenaire si vos parents sont eux-mêmes centenaires. Mais on sait aussi que l'environnement et le mode de vie jouent un rôle important dans la longévité. Il n'y a donc probablement pas de formule magique pour devenir centenaire mais une multitude de facteurs explicatifs. »

Les coûts liés à l'éducation étant très élevés en Chine, beaucoup de parents ne peuvent envisager la venue d'un deuxième enfant qu'au prix d'une baisse de leur niveau de vie actuel.

NATALITÉ

LA CHINE PRISE À SON PROPRE PIÈGE

APRÈS DES DÉCENNIES DE CONTRÔLE DES NAISSANCES STRICT, LA CHINE TENTE AUJOURD'HUI DE RELANCER LA NATALITÉ POUR FAIRE FACE À **UNE CHUTE INQUIÉTANTE DE SA POPULATION**. LE MESSAGE RISQUE CEPENDANT D'ÊTRE DIFFICILE À FAIRE PASSER AUPRÈS D'UNE POPULATION QUI N'EN A NI LES MOYENS NI L'ENVIE.

Virement de bord. Pays le plus peuplé au monde avec ses quelque 1,4 milliard d'habitants, la Chine s'était fait une spécialité du contrôle des naissances depuis la fin des années 1970. Et ce, avec des résultats spectaculaires. Sans doute un peu trop même. Au point que le gouvernement de Pékin a décidé de faire machine arrière. Après avoir autorisé un deuxième enfant par couple en 2016, il a annoncé un nouvel assouplissement ce printemps en rehaussant la limite à trois enfants par famille. Une politique qui a du sens au vu de la situation démographique actuelle du pays mais qui sera sans doute insuffisante pour inverser la tendance baissière de la fertilité. Explications avec Luca Gabbiani, chargé de cours au Département d'histoire générale et fin connaisseur du pays, où il a passé une dizaine d'années en tant que directeur de différents centres de recherche de l'École française d'Extrême-Orient.

Perte d'actifs Les chiffres parlent d'eux-mêmes : selon le dernier recensement de la population, dont les résultats ont été publiés le 11 mai dernier, le pays n'a gagné « que » 72 millions de personnes depuis la dernière mesure dix ans plus tôt. Soit la plus faible augmentation enregistrée depuis le lancement de ces décomptes en 1953. Le taux de fertilité est, pour sa part, tombé à 1,3 enfant par femme, la Chine ayant enregistré en 2020 12 millions de naissances, ce qui constitue le chiffre le plus bas depuis 1961.

À l'autre bout de la pyramide des âges, la Chine compte désormais 13,5% de personnes de plus de 65 ans (contre 18,7% en Suisse), l'âge moyen de ses habitants (38,8 ans) a dépassé celui des États-Unis (38 ans) et la part des 15-59 ans a chuté à 63,3% l'année dernière, contre 71,1% dix ans plus tôt. À ce rythme, il y aura dès l'an prochain plus de décès que de naissances au sein de la République populaire et les moyens engagés jusqu'ici semblent bien dérisoires face aux difficultés qui s'annoncent.

Si la Chine a un tel besoin d'enfants, ce n'est pas tant pour éviter un déclin, dont la portée est avant tout symbolique et

idéologique, que pour assurer les vieux jours d'une population qui compte de moins en moins d'actifs. « *De manière générale, observe Luca Gabbiani, les Chinois partent à la retraite très tôt. À peu près tout le monde arrête de travailler autour de 60 ans. Si bien que, compte tenu du vieillissement de la population, on estime qu'à l'horizon 2050 près d'un tiers des Chinois seront au bénéfice d'une rente. Et la plupart d'entre eux vivront en ville, puisque le taux d'urbanisation du pays dépasse désormais les 50%. Pour le pouvoir, une des options possibles est de prolonger le temps de travail obligatoire. Mais comme les aides sociales ne sont déjà pas très élevées, cela risque de susciter de très fortes réticences. L'autre solution consiste donc à encourager les familles à faire davantage d'enfants. Le problème, c'est que le message risque d'être difficile à faire passer auprès de nombreux citoyens, et en particulier des citadins, qui sont pourtant la cible visée en priorité par le régime.* »

Les « petits empereurs » Historiquement, la famille a longtemps eu une valeur très importante en Chine. Il était bon de vouer un culte aux ancêtres et de faire de nombreux enfants afin de maintenir la lignée. Par ailleurs, même si l'État prenait en charge les retraites et la santé, le fait d'avoir des enfants a continué au moins jusque dans les années 1970 à représenter une sécurité pour les vieux jours, principalement dans les campagnes.

Pour de nombreux couples nés avant cette date, la mise en place de la politique de l'enfant unique a donc été vécue comme une contrainte empiétant fortement sur les possibilités de vivre leur vie telle qu'ils le souhaitaient. Mais ce modèle sociétal semble aujourd'hui avoir vécu.

« *La génération des « petits empereurs », comme on appelle les gens nés après les années 1990, qui pour la plupart ont grandi en tant qu'enfants uniques, a eu très tôt la possibilité de faire deux enfants, constate Luca Gabbiani. Mais la plupart d'entre eux ne l'ont pas souhaité.* »

Le premier obstacle est économique. La spectaculaire croissance qu'a connue la Chine au cours de ces dernières décennies s'est en effet accompagnée d'une explosion des





Luca Gabbiani

Chargé de cours au Département d'histoire générale de la Faculté des lettres

Formation : Après une licence en histoire et en chinois à la Faculté des lettres de l'UNIGE (1993), il obtient un DEA d'histoire et civilisations de l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) en 1995, puis un doctorat auprès de la même institution en 2004.

Parcours : Directeur du centre de l'École française d'Extrême-Orient de Taipei, puis de Pékin, il est nommé chargé de cours au Département d'histoire générale de l'UNIGE en 2019, puis directeur d'études à l'École française d'Extrême-Orient en 2021.

coûts. *«En ville, reprend le chercheur, un homme qui souhaite se marier et fonder une famille se doit de posséder un appartement. Et pour cela, il faut l'acheter. Tout comme il faudra acheter des vêtements et des jouets aux enfants, leur payer des cours de sport et de musique, et surtout, leur assurer une bonne éducation, ce qui, dans un système qui est extrêmement compétitif, peut s'avérer très onéreux. Face à tout ce que le rêve de modernité implique, un enfant supplémentaire apparaît donc souvent comme un poids. Pour la plupart de mes anciens collègues chinois, la question d'avoir plus d'un enfant ne se pose d'ailleurs même pas s'ils entendent préserver leur niveau de vie actuel.»*

Déjà difficile à envisager pour les classes moyennes, la perspective d'élever trois enfants relève quasiment de l'impossible pour une autre partie de la population chinoise : celle des migrants intérieurs, dont le nombre est estimé entre 3 et 4 millions pour la seule ville de Pékin.

Contourner le «hukou» En Chine, le principal instrument de contrôle de la population est le système

d'enregistrement de l'état civil ou *hukou*. Mis en place en 1958, il avait pour objectif de permettre au gouvernement de savoir où se trouvaient les gens et de les fixer afin de tenir les objectifs économiques avec deux mots d'ordre principaux : limiter l'exode rural et peupler les régions marginales. Schématiquement, le système divise la population entre ménages ruraux et ménages non ruraux, les intérêts et les droits individuels comme l'éducation, la santé, le logement et l'emploi étant liés au lieu de résidence. Les citoyens ruraux n'ont donc pas accès aux prestations sociales s'ils s'installent dans les villes, même s'ils y vivent et y travaillent. Ce qui, de facto, ne leur donne quasiment aucun droit.

«Au départ, le hukou était lié aux tickets de rationnement, explique Luca Gabbiani, donc il laissait très peu de marge de manœuvre. Après la répression de 1989 consécutive aux événements de la place Tian'anmen, le régime a toutefois eu l'intelligence de comprendre qu'il fallait lâcher la bride à l'économie, pour se faire pardonner et pour que l'amnésie collective

fonctionne. À partir de 1992, les vannes ont donc été ouvertes et les gens se sont réellement enrichis. Mais pour faire tourner la machine à plein régime, il a fallu faire quelques entorses au hukou.»

Beaucoup d'hommes et de femmes jeunes, seuls, sont alors allés vivre en ville afin de fournir au pays la main-d'œuvre nécessaire au décollage économique. Les hommes allaient construire, les femmes allaient produire le textile ou l'électronique. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux ont fait leur vie en ville. Ils et elles ont adopté un mode de vie urbain et n'ont aucune envie de rentrer dans leur région d'origine pour faire des enfants. Quant à en avoir en ville, c'est un véritable chemin de croix compte tenu de leur précarité et des complications juridiques auxquelles il leur faudrait faire face.

« ON ESTIME QU'À L'HORIZON 2050 PRÈS D'UN TIERS DES CHINOIS SERONT AU BÉNÉFICE D'UNE RENTE »

Un autre écueil – et de taille – se dresse devant les ambitions natalistes du régime : la volonté des femmes. Un des mérites reconnus à la République populaire est en effet d'avoir équilibré les rapports de genre en leur offrant notamment de réelles possibilités d'accéder à un niveau d'éducation relativement élevé et donc de mener une carrière professionnelle. Or, les jeunes Chinoises d'aujourd'hui ne semblent pas prêtes à abandonner cette forme de liberté. Elles ont en effet envie de tout sauf de saborder leurs perspectives d'avenir pour s'occuper d'un mari fainéant et changer les couches des enfants.

« Dans la réalité du couple, les femmes se rendent bien compte que ce sont elles qui vont devoir assumer la charge mentale si des enfants arrivent, confirme Luca Gabbiani. Comme ailleurs

dans le monde, elles posent donc des limites. Et une de ces limites, c'est de ne pas forcément se marier pour ne pas hypothéquer leurs chances de réussite. C'est un calcul très rationnel qui peut paraître un peu bizarre vu de l'Occident mais qui est bien présent dans l'esprit des Chinoises. » Selon le Ministère des affaires civiles, 3 millions de couples se sont ainsi mariés au cours du premier trimestre de 2018, contre 4,3 millions en 2013, soit une baisse de près de 30% en cinq ans.

Quant au recours à l'immigration, qui permet notamment aux pays occidentaux de pallier leur déficit démographique, c'est une option à laquelle Pékin semble avoir résolument tourné le dos. En dix ans, le nombre de ressortissants étrangers enregistrés en Chine a en effet chuté de 40% à Pékin et de 25% à Shanghai, si bien que le pays en comptait environ 850 000 en 2020, alors que la Suisse en abrite à elle seule plus de deux millions...

Miracle à Pékin De là à penser que la partie est perdue d'avance et que la Chine court à la catastrophe, il y a un pas que le chercheur se refuse pourtant à franchir. *« Une partie du miracle économique chinois est due au fait qu'après quelques décennies de libéralisation, le marché interne est devenu assez puissant pour entraîner la machine durablement, constate le chercheur. Aujourd'hui, la Chine n'a plus peur d'éventuelles sanctions économiques occidentales parce que ses citoyens prennent suffisamment l'avion, qu'ils achètent assez de jeans et de smartphones. Mais à terme, en vieillissant, la population risque de dépenser moins ou de façon différente. »*

La machine économique pourrait alors s'enrayer entraînant effectivement le pays dans une période très difficile. D'un autre côté, le gouvernement ne manque pour l'instant pas de ressources. Il a les moyens de mettre en place des aides massives qui pourraient lui permettre d'atteindre son but. Et même si les gens ne sont pas dupes de la propagande des médias officiels et qu'ils sont loin d'obéir aveuglément au pouvoir, ce dernier dispose de certains moyens de pression au travers notamment de diverses organisations sociales et sociétales comme les comités de quartier ou les comités de résidents, qui pénètrent très profondément dans la société ainsi qu'on a pu le voir avec la gestion de l'épidémie de covid l'an dernier. *« La Chine a réussi à se développer à un rythme inconnu jusque-là, conclut le chercheur. Dans un sens, elle a fait des miracles, même si c'est au prix d'une pollution qui est elle aussi sans égale. Peut-être qu'en fin de compte, elle arrivera aussi à gérer ce problème. »*

FÉCONDITÉ

L'AFRIQUE À LA CROISÉE DES CHEMINS

EN 2050, UN HABITANT SUR QUATRE DE LA PLANÈTE POURRAIT ÊTRE NÉ EN AFRIQUE. BASÉE SUR UN TAUX DE NATALITÉ QUI RESTE GLOBALEMENT PLUS ÉLEVÉ QUE DANS LE RESTE DU MONDE, CETTE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ANNONCÉE CONSTITUE UNE CHANCE AUTANT QU'UNE MALÉDICTION.



Clémentine Rossier

Professeure associée à l'Institut de démographie et socioéconomie de la Faculté des sciences de la société et membre du Pôle de recherche national Lives.

Formation: Maîtrise en sciences sociales quantitatives à Lausanne et Paris IV, doctorat en démographie de l'Université de Californie à Berkeley.

Parcours: Chargée de recherche à l'Institut national d'études démographiques à Paris, elle a obtenu en 2013 une bourse de professeur de la recherche nationale suisse de la recherche scientifique pour étudier la lente baisse de la fécondité en Afrique subsaharienne à l'UNIGE. Elle travaille également depuis 2015 sur les liens familiaux et le bien-être en Suisse dans le cadre du Pôle de recherche national Lives.

Lorsqu'il s'agit de dessiner le futur de l'Afrique, deux scénarios se disputent les faveurs des experts. Le premier, le plus optimiste, prédit que la baisse de la natalité sera suffisamment rapide et importante pour permettre au continent de bénéficier d'un « dividende démographique », à l'image de ce qu'ont connu certains pays d'Asie du Sud-Est au cours des dernières décennies. Cette augmentation du nombre d'actifs, couplée à une réduction de la proportion d'enfants à charge, renforcera la productivité du continent et ouvrira des perspectives de développement d'autant plus rapide que la croissance sera soutenue par l'élargissement du marché intérieur.

Le second, nettement moins favorable, repose sur l'idée que même si la diminution du taux de croissance démographique est déjà engagée en Afrique, celle-ci reste trop lente à l'heure actuelle pour envisager l'avenir sereinement. La région subsaharienne en particulier doit ainsi s'attendre à voir sa population continuer à augmenter fortement, tandis que ses grandes villes vont croître de façon alarmante. Il faudra alors trouver le moyen non seulement de fournir des services de base aux habitants de ces mégapoles mais aussi d'éduquer les millions de jeunes cerveaux supplémentaires qui vont continuer à voir le jour au cours des prochaines décennies, puis de leur fournir des perspectives d'emploi.

Un équilibre fragile C'est donc peu dire que la régulation des naissances constitue un enjeu majeur pour les décennies à venir. Un sujet que Clémentine Rossier, professeure associée à l'Institut de démographie et socioéconomie de la Faculté des sciences de la société, connaît bien. Outre de nombreuses études menées sur le terrain dans le domaine de la santé reproductive (principalement au Burkina Faso, dont elle possède la nationalité), elle a conduit entre 2013

et 2018 un projet soutenu par le Fonds national suisse consacré à la fécondité en Afrique subsaharienne.

« Le concept qui a structuré les politiques démographiques jusqu'au début des années 1990 nous vient de l'économiste britannique Thomas Malthus, rappelle la spécialiste. Il postule qu'une population donnée augmente ou décroît de façon exponentielle s'il n'y a pas d'équilibre entre la mortalité et la natalité est rompu, alors que les ressources, elles, augmentent ou déclinent

« DANS LES ANNÉES 1950, LES PRÉVISIONS DES DÉMOGRAPHES ÉTAIENT TRÈS ALARMISTES. ON PARLAIT D'UNE 'POPULATION BOMB' QUI ALLAIT SUBMERGER LA PLANÈTE »

de façon linéaire. Pour éviter un appauvrissement général, il faut donc veiller à ce que la population n'augmente pas trop rapidement. »

Jusqu'à la Révolution industrielle, à l'échelle planétaire, la chose n'a pas posé de difficulté particulière, la mortalité étant suffisamment élevée pour compenser les nombreuses naissances (six-sept enfants par famille en moyenne). À partir du milieu du XIX^e siècle cependant, les progrès économiques, techniques et sanitaires ont entraîné une baisse rapide de la mortalité dans le

monde occidental qui s'est traduite par un boom démographique et des migrations vers les colonies. Il a ensuite fallu près d'un siècle avant que le taux de fécondité par femme s'abaisse à deux enfants en Europe, ce qui a permis de retrouver un certain équilibre.

« Dans le reste du monde, et en particulier dans les pays du sud, cette transition démographique a été amorcée au début des années 1950, comme on l'a constaté dans les premières estimations de la population mondiale, pose Clémentine Rossier. Les prévisions des démographes étaient alors très alarmistes. On parlait d'une population bomb qui allait submerger la planète, ce qui a déclenché un véritable branle-bas de combat. »

Mise au point depuis peu, la pilule contraceptive est alors proposée partout via l'aide au développement. Des subventions massives sont accordées aux pays considérés comme pauvres afin de mettre en place des programmes



de planification familiale et les campagnes de stérilisation – volontaires, mais aussi parfois forcées – se multiplient. *«Même si elle a donné lieu à certains excès, cette politique s'est traduite par une baisse de la natalité très rapide en Asie et en Amérique latine, puisqu'elle s'est faite en deux ou trois décennies seulement, constate Clémentine Rossier. En Afrique, en revanche, les choses ont été un peu plus longues à se mettre en place. Puis le contexte a changé de manière assez radicale.»* En effet, au cours des années 1980, les féministes s'organisent pour faire valoir une autre vision de la planification des naissances, respectueuses des droits des femmes. De leur côté, les démographes proposent une vision plus nuancée des liens entre population et développement, notamment dans le rapport de 1986 de l'Académie des sciences américaines. Ce à quoi s'ajoute une décélération du taux de la croissance mondiale.

Pour les pays occidentaux, le message est clair : il n'est plus nécessaire de faire pression sur les États du Sud afin qu'ils contrôlent l'essor de leur population. La planification

familiale cède dès lors le pas à la santé reproductive, ce qui est acté lors de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994 au Caire.

Santé reproductive L'essor spectaculaire des « tigres asiatiques » (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Vietnam et Philippines), qui se concrétise pleinement à partir des années 1990, va toutefois inspirer un nouveau revirement. Certains observateurs réalisent alors à quel point la croissance de la population sur le continent africain alourdit ses ailes et empêche son décollage économique. D'où le retour en force de la régulation des naissances et la remise en route de l'aide au développement au cours de la première décennie du troisième millénaire.

Comme il n'est plus question de limiter le nombre d'enfants par femme de manière coercitive ou autoritaire, il s'agit d'élargir autant que possible l'accès à la contraception, en particulier en Afrique de l'Ouest où environ 25 % des femmes mariées âgées de 15 à 49 ans souhaitent

espacer ou limiter les naissances mais n'utilisent pas de méthodes contraceptives modernes essentiellement du fait de l'inaccessibilité des services de planification familiale.

«L'idée sur laquelle on table pour agir, c'est que même si l'idéal d'une famille nombreuse reste présent en Afrique, les couples ne souhaitent pas avoir des enfants en continu, détaille Clémentine Rossier. Il y a donc une demande bien présente, notamment dans les villes, pour des méthodes qui permettent d'espacer les naissances autrement que par l'abstinence et qui sont moins radicales que la stérilisation.»

Préservatif ou implant ? Offrant en outre une protection efficace contre la propagation du VIH, le préservatif a largement été promu à l'échelle de la planète. Mais c'est une solution qui reste relativement coûteuse, qui pose des problèmes d'accès et d'utilisation. Son usage demande en effet une certaine pratique et implique la coopération de l'autre membre du couple.

Permettant de gérer sa fertilité sur une très courte durée, la pilule suppose, quant à elle, la proximité d'un médecin ainsi que d'une pharmacie, ce qui n'est de loin pas toujours le cas dans les régions concernées. Également très efficace, la pose d'un stérilet demande un savoir-faire certain et peut entraîner des complications si les conditions d'hygiène laissent à désirer.

«La méthode la plus efficace et la moins coûteuse, c'est de recourir soit à un implant posé dans le bras et qui agit pendant trois à cinq ans, soit d'utiliser des contraceptifs que l'on peut s'injecter soi-même et qu'il faut renouveler tous les trois mois, résume Clémentine Rossier. Ces techniques permettent d'énormes gains en termes d'interactions entre le médecin et le patient, d'autant que pour faire face à l'énormité des besoins, on a procédé par délégation des tâches. Alors qu'en Occident, la prescription de contraceptifs est du ressort des médecins gynécologues, dans l'hémisphère Sud, c'est un acte qui peut aussi être accompli par les infirmiers et infirmières, ainsi que par les sages-femmes ou des agents communautaires.»

Les coûts liés au déploiement de ces outils auprès de toutes les femmes africaines âgées de 15 à 49 ans qui n'y ont pas accès actuellement ont été estimés à 1,5 milliard de dollars par année par l'Institut Guttmacher, une ONG états-unienne spécialisée dans la production de données scientifiques et le lobbying. Pour financer les opérations,

les bailleurs de fonds traditionnels (agences onusiennes, ONG, fondations privées) ont accepté de mettre la main à la poche, à condition toutefois que les gouvernements concernés s'engagent à inscrire dans leur budget national une ligne consacrée à la contraception.

«C'est une étape capitale pour la pérennisation de ces mesures, observe Clémentine Rossier. Tout est prévu pour que les gouvernements prennent le relais le plus rapidement possible. Ces derniers étant d'ailleurs pleinement conscients du problème.»

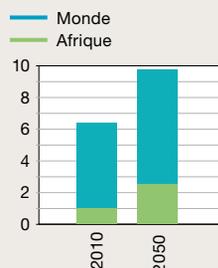
IL Y A UNE DEMANDE BIEN PRÉSENTE POUR DES MÉTHODES QUI PERMETTENT D'ESPACER LES NAISSANCES AUTREMENT QUE PAR L'ABSTINENCE

En témoigne notamment le lancement du Partenariat de Ouagadougou en 2011. Paraphé par les neuf gouvernements des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec des partenaires financiers et techniques, cet accord vise à accélérer le progrès de l'utilisation des services de planification familiale au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Togo. Son objectif est d'atteindre 13 millions d'utilisatrices de méthodes contraceptives modernes d'ici à 2030, soit le double du chiffre actuel.

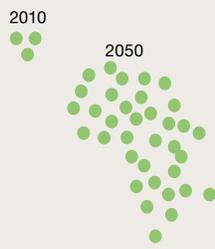
Course d'obstacles Pour y parvenir, il faudra toutefois franchir un certain nombre d'obstacles. Il y a tout d'abord le poids du conservatisme. Toutes les grandes religions

CHIFFRES CLÉS

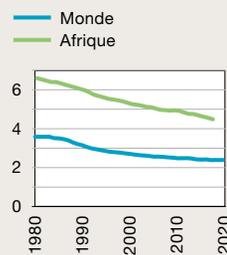
En 2010, l'Afrique comptait **1 milliard d'habitant-es**. Selon les Nations unies, sa population atteindra **2,7 milliards en 2050**. Les Africain-es représenteraient alors 1/4 de la population mondiale, contre 1/10^e en 1970.



En 2010, il y avait **trois villes de plus de 5 millions d'habitant-es** sur le continent africain : Le Caire, Kinshasa et Lagos. **En 2050, il pourrait y en avoir 35**. Kinshasa et Lagos devraient alors dépasser les 30 millions d'habitant-es.



Le taux de fécondité reste élevé en Afrique. Il atteignait **4,5 enfants par femme en 2017** à l'échelle du continent et affiche **7,1 au Mali**, leader mondial dans le domaine. Il est toutefois en baisse continue depuis 30 ans : la moyenne se situait à **6,6 enfants par femme en 1980**.



En 2010, on recensait **411 millions d'enfants** de moins de 15 ans en Afrique. Ils pourraient être **839 millions en 2050**.

En 2100, le **Nigeria** pourrait être le second pays le plus peuplé du monde derrière l'Inde. Trois autres États africains pourraient figurer parmi les dix pays les plus peuplés de la planète. Il s'agit de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie et de la Tanzanie.

sont en effet favorables aux familles nombreuses. L'Église catholique ou les mouvements évangélistes ou islamiques rigoureux, qui connaissent une forte croissance dans ces régions, cultivent une vision très conservatrice de la contraception, ce qui pourrait susciter de vives résistances en certains endroits.

« Les pays dans lesquels ces programmes de planification familiale marchent le mieux sont ceux qui disposent d'un gouvernement suffisamment fort pour être à même de négocier avec les autorités religieuses pour s'assurer de leur coopération, observe la démographe. C'est ce qui s'est passé notamment en Tunisie où les imams avaient donné à l'époque leur assentiment sur le sujet. »

Dans la mesure où la promotion de la régulation des naissances entraîne quasiment de facto une réévaluation du statut de la femme et que les inégalités de genre sont largement fondées sur le statut maternel de la femme, d'importantes réserves sont également susceptibles d'apparaître dans les territoires où le patriarcat est encore profondément implanté.

« Lorsque la fécondité est encore très élevée, les femmes, qui sont souvent fatiguées après de multiples grossesses et qui doivent assumer l'éducation des enfants, sont en général très preneuses de ces méthodes, note la spécialiste. Au départ, c'est donc souvent le mari qui se montre réticent parce qu'il redoute de perdre le contrôle sur la vie de son épouse et qu'elle en profite pour aller voir ailleurs. Mais dès que le mouvement est engagé, on

assiste à un renversement : les hommes se montrent souvent plus progressistes, notamment parce que ce sont eux qui paient l'éducation des enfants. »

Démarche transversale Cependant, comme le soulignent aujourd'hui les démographes, s'en tenir strictement à la limitation des naissances ne suffira pas à assurer le décollage des régions concernées. Une synthèse menée par

l'équipe de Clémentine Rossier pour l'Agence française de développement montre en effet assez clairement que les pays où les politiques visant à freiner la natalité ont bien fonctionné (Tunisie, Bangladesh, Mexique, Éthiopie, Rwanda) sont ceux qui ont investi massivement dans le secteur social de manière transversale, c'est-à-dire en prenant en compte aussi bien l'éducation que l'assurance vieillesse. « Ce n'est – et de loin – pas qu'une question de culture, appuie Clémentine Rossier. Il faut aussi que ces enfants moins nombreux puissent réussir à l'école et se placer sur le marché du travail, que les parents aient de quoi assurer leur

retraite. Sans quoi, ils se retrouveront encore plus pauvres qu'ils ne l'étaient auparavant, en premier lieu dans les campagnes. »

Pose d'un implant contraceptif hormonal dans une clinique de santé reproductive à Yaoundé, au Cameroun.



ALAMY

LE REVERS DE LA PILULE

Symbole de la libération sexuelle des années 1970, la pilule contraceptive ne fait plus l'unanimité en Occident. De nombreuses femmes, quelles que soient leurs préférences politiques, se sont détournées de ce qui apparaissait jusque-là comme des acquis.

« Pendant longtemps, il a semblé que le sujet ne faisait pas débat, confirme Clémentine Rossier, professeure associée à l'Institut de démographie et socioéconomie de la Faculté des sciences de la société. Mais dans les faits, plus

ça va, plus on voit des revendications apparaître sur le sujet ainsi qu'une forme de désaveu des méthodes médicalisées parce que la balance des intérêts a changé. »

Lorsque la pilule est apparue sur le marché, il s'agissait en effet d'une révolution technologique et sociale dans la mesure où celle-ci permettait aux femmes d'être enceintes au moment où elles le désiraient. Face à un tel gain de liberté, la question d'éventuels effets secondaires ne se posait pas vraiment.

Depuis, les conséquences négatives de la pilule sur la santé des femmes ont régulièrement été mises en avant par la communauté scientifique et les médias. Si bien que les jeunes générations, qui ont toujours connu cette possibilité de contrôle, ne la perçoivent plus comme une évidence.

« Il est vrai que cette méthode a un coût sanitaire, constate Clémentine Rossier. Aujourd'hui, il y a de nombreuses interrogations autour du vaccin contre le Covid-19. Mais les risques qu'on encourt en

prenant une contraception hormonale sont plus graves. Beaucoup de jeunes filles ne voient donc pas pourquoi elles devraient infliger de telles substances à leur corps. D'où un retour aux méthodes traditionnelles, et notamment du préservatif, ainsi qu'une demande de partage des responsabilités avec les hommes dans ce domaine-là également. »